



**SEPTIEME CONFÉRENCE ISLAMIQUE  
DES MINISTRES DE LA CULTURE**

**Communiqué final**

**Alger, République Algérienne Démocratique et Populaire  
18-19 décembre 2011**

**Communiqué final**  
**de la septième Conférence islamique des ministres de la Culture**  
**(Alger, République Algérienne Démocratique et Populaire : 18-19 décembre 2011)**

\* \* \*

1. La Conférence islamique des ministres de la culture a tenu, par la grâce de Dieu, sa septième session à Alger, les 23 et 24 Muharram 1433 H, correspondant au 18-19 décembre 2011, sous le haut patronage de S.E. M. Abdelaziz Bouteflika, Président de la République Algérienne Démocratique et Populaire. La Conférence s'est tenue sous le thème : **«Vers la consolidation des résultats de l'Année internationale du rapprochement des cultures et la promotion du rôle des jeunes dans la construction de la culture de la paix et du dialogue».**
2. La séance d'ouverture s'est tenue en présence de S.E. Dr Abdulaziz Othman Altwaijri, Directeur général de l'Organisation islamique pour l'Education, les Sciences et la Culture (ISESCO), de S.E Mme Khalida Toumi, Ministre de la culture dans le gouvernement algérien, de S.E. Abulfas Garayev, Ministre de la culture et du tourisme dans le gouvernement de la République d'Azerbaïdjan, Président de la 6<sup>ème</sup> session de la Conférence, de S.E. l'Ambassadeur Samir Bakr Diab, Secrétaire général adjoint de l'Organisation de la Coopération islamique, d'un certain nombre de Leurs Excellences les ministres au gouvernement de la République Algérienne Démocratique et Populaire, des représentants d'organisations islamiques, arabes et internationales, des chefs des délégation des Etats participant à la Conférence, des ambassadeurs des Etats membres accrédités auprès de la République Algérienne Démocratique et Populaire ainsi que de plusieurs hautes personnalités.
3. Après lecture de versets du Saint Coran, S.E. M<sup>me</sup> Khalida Toumi, Ministre de la culture dans le gouvernement algérien, a prononcé un discours dans lequel elle a d'abord souhaité la bienvenue aux délégations participant à la Conférence. Elle a également souhaité la bienvenue à S.E. Dr Abdulaziz Othman Altwaijri, Directeur général de l'ISESCO, qu'elle a salué pour ses efforts incessants en vue de servir la culture islamique et promouvoir, au plus haut niveau, l'action culturelle islamique commune, ainsi que pour son action assidue pour réaliser les objectifs et les programmes de l'ISESCO, avec comme objectif de faire de celle-ci une organisation régionale importante, agissant selon une vision stratégique visant l'établissement de la paix et de l'entente entre les peuples et les nations à travers le dialogue entre les cultures et les religions.

Son Excellence s'est, par ailleurs, félicitée de l'adhésion de l'Etat de Palestine à l'UNESCO, adhésion qu'elle a qualifiée d'événement d'une extrême importance et de tournant majeur dans l'histoire de la question palestinienne. Elle a souligné que cette

adhésion constitue une percée manifeste au niveau de la conscience mondiale car elle met un terme à plus de six décennies de mensonges israéliens sur l'identité de la Palestine et des sites archéologiques, religieux et patrimoniaux palestiniens, de même qu'elle permet à la Palestine de protéger ces droits contre les exactions et les agressions israéliennes, soutenue en cela par l'UNESCO qui lui servira de cadre légal et international d'action en la matière.

Elle a, en outre, indiqué que la tenue de cette Conférence est une confirmation indéniable de l'intérêt permanent que voue l'ISESCO à la promotion du rôle de la culture dans le développement durable et au renforcement du rôle de la société civile dans le rehaussement du statut de la culture pour en faire un levier de la pratique démocratique. De même, elle a souligné l'importance de la table ronde tenue en marge de la conférence sous le thème : **«les rôles culturels de la société civile dans la promotion de la culture de la paix et du dialogue»**. Rappelant que ce thème est un choix judicieux de l'ISESCO qui doit être salué, la Ministre a affirmé que la tenue de cette table ronde constitue un saut qualitatif dans l'approche adoptée par la conférence des ministres de la culture à l'égard des mutations accélérées qui s'opèrent sur la scène internationale et qui vont dans le sens de la consécration du rôle de la société civile en tant que locomotive d'un avenir meilleur pour les peuples et vecteur d'une nouvelle réalité.

Saluant le choix du thème de la Conférence, à savoir : **«Vers la consolidation des résultats de l'Année internationale du rapprochement des cultures et la promotion du rôle des jeunes dans la construction de la culture de la paix et du dialogue»**, Son Excellence a souligné la nécessité de sortir avec des recommandations importantes et audacieuses allant dans le sens du renforcement des rôles culturels des jeunes dans la conception et la mise en œuvre des programmes culturels.

De plus, Son Excellence a salué l'Initiative du Serviteur des Deux Saintes Mosquées relative au dialogue entre les adeptes des religions et des cultures, laquelle a eu un écho favorable auprès des leaders religieux appartenant à toutes les religions révélées. Soulignant la nécessité d'activer cette Initiative, elle a estimé que le document proposé par l'ISESCO transcende le concept classique du dialogue islamo-chrétien qui n'a eu aucun impact profond sur les politiques et les pratiques, de même qu'il constitue un projet intégré mettant en avant une série de conceptions et de mécanismes susceptibles d'activer le dialogue entre les cultures et les religions.

Au terme de son allocution, la ministre a exprimé ses remerciements à tous les pays non islamiques qui ont contribué aux festivités de célébration de Tlemcen par des semaines culturelles importantes et utiles, aussi bien les pays qui partagent, avec les Etats musulmans, le patrimoine islamique, tels que l'Espagne, l'Italie, l'Inde ou la Chine, que ceux abritant des communautés musulmanes, tels que la Russie, la Pologne, l'Allemagne, la France, les Etats-Unis d'Amérique, le Mexique et autres.

4. Ensuite, S.E. Abulfas Garayev, ministre de la culture et du tourisme de la République d'Azerbaïdjan, a prononcé son allocution dans laquelle il a plaidé pour le renforcement de la coopération entre la République d'Azerbaïdjan et l'Organisation de la Coopération islamique et ses organisations subsidiaires, notamment l'ISESCO, soulignant que cet objectif a été érigé en priorité dans la politique étrangère et la politique culturelle de son pays. En effet, cette coopération a pris diverses formes, en particulier l'organisation des journées culturelles azéries au siège permanent de l'ISESCO à Rabat ainsi que le choix de Bakou capitale de la culture islamique pour 2009. En outre, plus de 100 activités nationales et internationales ont été mises en œuvre dans le cadre de cette coopération. Le ministre a, par ailleurs, exprimé à Son Excellence le Directeur général, Dr Abdulaziz Othman Altwaijri, sa profonde considération pour les efforts qu'il consent et pour sa contribution personnelle à la promotion de ces relations. Il a, en outre, souligné la nécessité de respecter la diversité culturelle et religieuse, en s'inspirant pour cela de l'expérience de la République d'Azerbaïdjan, en sa qualité de centre culturel et d'espace de dialogue entre les cultures, qui a accueilli un certain nombre de rencontres et de forums pertinents, en association avec les partenaires internationaux de l'Azerbaïdjan, tels que l'Alliance des Civilisations des Nations-Unies, l'UNESCO, l'ISESCO, le Conseil de l'Europe et le Centre Nord-Sud.

Son Excellence le ministre a, par ailleurs, informé les participants de la décision du gouvernement de son pays de tenir le Forum mondial sur le dialogue interculturel périodiquement, à raison d'une fois chaque deux ans, en invitant les délégations présentes à prendre part à la prochaine édition prévue en 2013.

Son Excellence, qui a rappelé qu'une partie du territoire de la République d'Azerbaïdjan est toujours sous occupation depuis 20 ans, a appelé les ministres à accorder de l'intérêt à la préservation du patrimoine islamique dans les Etats membres.

Au terme de son allocution, Monsieur le Ministre a souligné l'importance de créer des projets pratiques bilatéraux et multilatéraux dans les domaines de la culture, des arts et du patrimoine, ainsi que l'importance d'impliquer les jeunes, la société civile et les différents acteurs dans ces secteurs dans l'appui au développement. Il a particulièrement mis l'accent sur la création de sites web sur le tourisme culturel pour promouvoir les différentes destinations touristiques et culturelles dans les Etats membres.

5. Ensuite, Son Excellence Dr Abdulaziz Othman Altwaijri, Directeur général de l'Organisation islamique pour l'Education, les Sciences et la Culture (ISESCO), a prononcé une allocution dans laquelle il a, tout d'abord, exprimé sa profonde reconnaissance à S.E M. Abdelaziz Bouteflika, Président de la République Algérienne Démocratique et Populaire, que Dieu le garde, pour avoir placé cette Conférence sous son haut patronage ainsi que pour le soutien que son honorable pays apporte à l'ISESCO et pour le grand intérêt qu'il porte à sa mission civilisationnelle. Son Excellence a indiqué

que cette Conférence se tient pour la seconde fois dans la capitale algérienne, sous le Haut patronage de Son Excellence le Président Abdelaziz Bouteflika. Il a également rappelé le succès qu'a connu la 4<sup>ème</sup> Conférence islamique des ministres de la Culture, qui s'était tenue en décembre 2004 à Alger, et qui a fait date dans l'histoire de l'ISESCO, en ce qu'elle avait adopté deux documents stratégiques d'une extrême importance, à savoir : **la Déclaration islamique sur la diversité culturelle** et le **Programme d'action sur la riposte aux campagnes de dénigrement médiatique menées contre l'islam et la civilisation islamique**, en plus de la version amendée de la **Stratégie culturelle pour le Monde islamique**. Il a indiqué que sur la base de cette assise mise en place lors de la 4<sup>ème</sup> session de la Conférence islamique des ministres de la culture en 2004, l'ISESCO a élaboré deux stratégies complémentaires : **la Stratégie de la solidarité culturelle au service des questions civilisationnelles et de développement des Musulmans**, et la **Stratégie du développement des TIC dans le Monde islamique**, en plus du **Plan d'action sur la rénovation des politiques culturelles dans les Etats membres**, et de la **Stratégie de développement du tourisme culturel dans le Monde islamique**. Il a indiqué que ces documents stratégiques, qui constituent une feuille de route pour l'action islamique culturelle commune, ont orienté l'Organisation dans l'élaboration du Plan d'action triennal qui s'achèvera l'année prochaine ainsi que dans la mise en place du projet des Grandes lignes du Plan d'action triennal (2013-2015). De même, le Directeur général de l'ISESCO a affirmé, en toute confiance, que les programmes et les projets culturels de l'ISESCO contribuent désormais positivement à la mise en place de la base de la renaissance culturelle du monde islamique, en ce sens que la culture constitue un important levier du développement global et durable.

Son Excellence a, par ailleurs, souligné que l'ISESCO a accordé un grand intérêt à l'Initiative du Serviteur des Deux Saintes Mosquées, le Roi Abdallah bin Abdulaziz Al-Saoud, que Dieu le protège, pour le dialogue entre les adeptes des religions et des cultures. Partant, pour soutenir cette initiative historique qui est en complète harmonie avec la mission civilisationnelle islamique qu'assume l'ISESCO, l'Organisation a élaboré un document pertinent qui a été inclus dans l'ordre du jour de la Conférence pour discussion et adoption. En effet, ce document vient à point nommé pour ouvrir un large champ d'action dans le domaine de la promotion du dialogue entre les adeptes des religions et des cultures.

Au terme de son allocution, le Directeur général de l'ISESCO a indiqué que les stratégies, plans, programmes et projets qui soutiennent l'action islamique commune et ouvrent devant elle de larges perspectives sont de nature à favoriser le changement de nos sociétés pour le meilleur. Ils constituent également une force motrice pour les réformes qu'il faut réaliser à plusieurs niveaux pour répondre aux attentes des peuples du monde islamique qui aspirent à vivre dans la liberté et la dignité et à préserver leur identité et l'indépendance de leurs Etats, et pour que l'action islamique solidaire soit dirigée dans le bon sens.

6. S.E. l'Ambassadeur Samir Bakr Diab, Secrétaire général adjoint de l'Organisation de la Coopération islamique, a donné lecture de l'allocation de Son Excellence le Secrétaire général de l'OCI, dans laquelle il a exprimé sa considération pour S.E. M. Abdelaziz Bouteflika, Président de la République Algérienne Démocratique et Populaire, ainsi que pour le gouvernement et le peuple d'Algérie, à l'occasion du choix porté sur la ville de Tlemcen pour être célébrée comme capitale de la culture islamique pour 2011, soulignant que ce choix met en relief la richesse et l'authenticité du patrimoine islamique dont regorge l'Algérie.

Il a réaffirmé la centralité de la question d'Al-Qods Al-Charif pour la Oumma islamique et la nécessité de préserver le caractère islamique de cette ville et de protéger ses sanctuaires islamiques et chrétiens. Il a condamné l'illégalité des mesures israéliennes à Al-Qods Al Charif qui visent à annexer cette ville, à la judaïser, à modifier sa composition démographique et géographique et à la couper de son environnement palestinien. A cet égard, il a demandé à la communauté internationale et notamment à l'UNESCO de prendre ses responsabilités et d'obliger Israël à respecter le droit international et à mettre un terme à ces pratiques illégales et illégitimes vis-à-vis de la ville d'Al-Qods occupée.

Il a saisi cette occasion pour exprimer sa satisfaction quant à l'adhésion de l'Etat de Palestine en qualité de membre à part entière de l'UNESCO, qualifiant cette adhésion d'acquis historique et de prélude à l'accession en qualité de membre à part entière à l'Organisation des Nations Unies.

Par ailleurs, il a rappelé que le phénomène de l'islamophobie compte parmi les plus grands défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui. Il a précisé que ce phénomène qui prend de plus en plus d'ampleur s'est développé à partir de comportements individuels pour se transformer en action politique systématique utilisée par certains hommes politiques dans le but de gagner des partisans. Et d'ajouter que pour faire face à ce phénomène qui nous préoccupe profondément, nous avons besoin de conjuguer nos efforts et de nous mobiliser dans les domaines de la culture, de l'éducation et de l'information, en plus de la diplomatie bilatérale et multilatérale. A cet égard, il a indiqué que l'OCI déploie des efforts continus pour surveiller ce phénomène et prendre les mesures nécessaires à son égard, étant donné qu'il s'agit d'une incitation à la haine et à la discrimination contre les Musulmans.

Par la suite, il a salué au nom de l'OCI, les initiatives louables de lancement du dialogue des civilisations, des cultures et des adeptes des religions et son implication dans cette initiative d'alliance des civilisations. A cet égard, il a qualifié de distinguée l'Initiative du Serviteur des deux saintes Mosquées, le Roi Abdallah Bin Abdulaziz pour le dialogue entre les adeptes des religions et des cultures.

Au terme de son allocution, il a salué les efforts que déploie l'Organisation islamique pour l'Education, les Sciences et la Culture (ISESCO) au regard des immenses défis dans le

domaine de la culture, de la science et de l'éducation auxquels fait face le monde islamique. Il s'est félicité également de la coopération qui existe entre les organes islamiques spécialisés dans ce domaine, en particulier, l'ISESCO et le Centre pour les recherches en histoire, en art et en culture islamique (IRCICA), les invitant à intensifier et à développer cette coopération.

7. Par la suite, une table ronde ministérielle sur les rôles culturels de la société civile pour la promotion du dialogue et de la paix, s'est tenue sous la présidence du Dr Abdulaziz Othman Altwaijri, Directeur général de l'ISESCO, de Mme Khalida Toumi, ministre algérienne de la culture et de M. Abulfas Garaev, ministre azéri de la culture et du tourisme.

Dans son intervention, le Directeur général a indiqué que la vision traditionnelle portée sur les organisations de la société civile est marquée par une certaine défiance. En effet, a-t-il précisé, l'on reproche à ces dernières de faire concurrence à la souveraineté des organes de l'Etat dans la gestion des affaires publiques. Toutefois, la mondialisation qui s'étend aux domaines politiques, économiques, sociaux et culturels, le développement fulgurant des TIC et les demandes insistantes pour élargir les domaines des droits de l'Homme et pratiquer la bonne gouvernance, ont contribué à réduire cette méfiance. De fait, l'implication de la société civile dans la mise en place des politiques culturelles est devenue l'une des questions majeures qui suscitent l'intérêt de la communauté internationale depuis la moitié des années quatre-vingt dix du siècle passé. C'est ainsi que des demandes ont été formulées pour confier la gestion d'une partie des affaires culturelles à la société civile.

D'autre part, il a souligné la nécessité de faire preuve d'une forte volonté pour ouvrir les voies d'un dialogue franc avec les organisations de la société civile afin d'assumer une partie de la responsabilité dans le traitement des problèmes du monde islamique et travailler conformément aux priorités d'action des Etats membres sur le plan local, régional et international dans les domaines de l'éducation, la culture et la société. Il a également souligné que l'on est de plus en plus sensibilisé à la précarité des organisations de la société civile dans le monde islamique, eu égard à leur engagement sur le terrain sans formation préalable, ni vision stratégique claire. Ces ONG, a-t-il indiqué, se sont retrouvées dans l'incapacité de survivre sans le soutien de certaines organisations internationales. Par conséquent, ces ONG sont facilement influençables et partant, il devient impossible de coordonner leurs positions avec les ONG similaires pour défendre les causes et les préoccupations du monde islamique.

Au terme de son intervention, le Directeur général a exprimé son souhait de rendre public un communiqué qui souligne la nature du partenariat requis entre les institutions gouvernementales concernées par l'action culturelle et les instances de la société civile pour leur permettre d'assumer les rôles culturels à même de promouvoir le dialogue, la justice et la paix.

A l'issue des travaux de la table ronde, un communiqué a été rendu public dans lequel les participants ont appelé à considérer la société civile en tant que partenaire majeur dans les efforts de développement politique et socio-économique, instaurer la paix sociale, favoriser la compréhension et la réconciliation entre les différentes composantes de la société. De même, les participants ont appelé à faire face à toutes les formes de violence, d'extrémisme et d'exclusion, à jeter les ponts de la coopération entre les institutions culturelles gouvernementales et les organisations de la société civile pertinentes et à activer cette coopération, pour assurer le succès des mutations démocratiques, réaliser les réformes escomptées, garantir la justice et diffuser les valeurs de dialogue et de paix. Dans ce communiqué, les participants ont appelé les organismes de la société civile à coopérer et coordonner avec les institutions gouvernementales culturelles, de telle sorte à garantir la cohésion entre l'action culturelle formelle et non formelle et soutenir les créations littéraires et artistiques des composantes de la société civile dans le cadre de ses rôles culturels individuels et collectifs en vue de promouvoir le dialogue et la paix sur le plan national, régional et international. D'autre part, le Directeur général a appelé à tirer profit du développement technologique que connaît le monde de l'information et de la communication, en particulier les réseaux sociaux et les divers espaces et forums pour le renforcement de la communication, du dialogue et de l'action culturelle commune avec les différentes composantes de la société civile, y compris les jeunes, les femmes et les parlements d'enfants dans les domaines du développement durable et la diffusion des valeurs de justice, d'égalité, de tolérance, de paix et de dialogue. De même qu'il a souligné l'importance d'élaborer une charte culturelle de la société civile du monde islamique qui déterminera les priorités et les domaines d'action suivant une démarche participative qui implique les institutions gouvernementales pertinentes. Il a également appelé à la création d'un observatoire de la société civile s'occupant de la documentation, les études, les recherches et la mise en réseau des différentes associations opérant dans ce domaine à l'échelle du monde islamique.

Au terme de son allocution, il a appelé à lancer l'initiative de l'alliance culturelle pour le dialogue et la paix entre les différentes composantes de la société civile opérant dans le domaine de l'éducation, la culture, l'information et la création artistique. Cette initiative détermine les priorités de l'action commune dans ces domaines et coordonne les efforts aux fins de réaliser les objectifs escomptés.

8. Au début de la première séance de travail, la Conférence a adopté le Projet d'ordre du jour et le Projet de programme de la Conférence.
9. Par la suite, il a été procédé à l'élection du Bureau de la 7<sup>ème</sup> Conférence islamique des ministres de la culture comme suit :
  - **Président** : République Algérienne Démocratique et Populaire



- **Vice-présidents :**

- République populaire du Bangladesh
- République du Cameroun
- Etat des Emirats Arabes Unis

- **Rapporteur :** République d'Azerbaïdjan

**10.** Par la suite, les chefs des délégations participant à la Conférence ont prononcé leurs discours et présenté les rapports de leurs pays respectifs sur leurs efforts pour la mise en œuvre de la Stratégie culturelle pour le Monde islamique.

**11.** Dans leurs discours, les chefs de délégation ont salué les efforts entrepris par l'Organisation islamique pour l'Education, les Sciences et la Culture pour la mise en œuvre de la Stratégie culturelle pour le Monde islamique, le développement de l'action culturelle islamique au profit des musulmans établis à l'extérieur du Monde islamique, la promotion du dialogue et de la diversité culturelle, la protection des sanctuaires et la préservation des monuments culturels et civilisationnels islamiques dans les Etats membres.

**12.** La Conférence a hautement apprécié les discours prononcés par S.E la Ministre algérienne de la culture, M<sup>me</sup> Khalida Toumi, S.E le Ministre azéri de la culture et du tourisme, M. Abulfas Garaev, Président de la 6<sup>ème</sup> session de la conférence, S.E le Secrétaire général de l'Organisation de la Coopération islamique, S.E. Prof. Ekmeleddin Ihsanoglu, et S.E le Directeur général de l'ISESCO, Dr Abdulaziz Othman Altwaijri, saluant les efforts déployés par l'OCI et l'ISESCO pour la diffusion de la culture islamique et leurs initiatives visant à promouvoir le dialogue entre les civilisations.

La Conférence a hautement salué les démarches efficaces et pertinentes entreprises par le Secrétaire général et le Secrétariat général de l'OCI pour faire face à l'islamophobie et sensibiliser la communauté internationale au phénomène d'incitation à la haine et à la conception négative des Musulmans. Elle s'est félicitée, à cet égard, du travail remarquable accompli par l'Observatoire de l'islamophobie, relevant du Secrétariat général de l'OCI, concernant le suivi des cas d'islamophobie, l'adoption de contre-mesures appropriées et l'élaboration de rapports annuels en la matière.

**13.** La Conférence a, en outre, salué le Secrétariat général de l'OCI et ses organes subsidiaires, spécialisés et affiliés pour les activités et les programmes mis en œuvre en vue de promouvoir les valeurs et la culture islamiques.

Par ailleurs, la Conférence a renouvelé le mandat donné à l'ISESCO pour poursuivre la mise en œuvre de la Stratégie culturelle pour le monde islamique, développer ses mécanismes, poursuivre ses consultations avec le Conseil consultatif, se coordonner avec le Secrétariat général de l'OCI et poursuivre sa coopération avec les Etats membres et les organisations régionales et internationales pertinentes.

- 14.** La Conférence a convenu que les prochaines sessions de la Conférence islamique des ministres de la culture organisées par l'ISESCO soient tenues en parfaite coordination avec le Secrétariat général de l'OCI, conformément aux résolutions pertinentes. Par ailleurs, la Conférence a salué la tenue, à l'invitation du Royaume d'Arabie Saoudite, de la 8<sup>ème</sup> session de la Conférence islamique des ministres de la Culture à Al-Madinah Al-Mounawarah. Elle a ensuite appelé l'ISESCO à prendre les mesures nécessaires à cet effet, en coordination avec l'Etat hôte ainsi qu'avec le Secrétariat général de l'OCI.

La Conférence a salué également les efforts consentis par le Secrétariat général de l'OCI et son engagement efficace envers l'Initiative du Serviteur des Lieux Saints le Roi Abdullah Bin Abdulaziz pour le dialogue entre les adeptes des religions et des cultures.

La Conférence a, par ailleurs, exprimé sa profonde considération pour le rôle important qu'a joué le Secrétaire général de l'OCI et son Secrétariat général pour mobiliser le soutien nécessaire à l'adhésion de l'Etat de Palestine à l'UNESCO. De même qu'elle a salué les efforts consentis par le Secrétariat général de l'OCI pour sensibiliser la communauté internationale aux pratiques systématiques des autorités d'occupation israéliennes pour altérer l'identité arabo-islamique des sanctuaires en Palestine, judaïser et falsifier leur histoire, en particulier les sites du patrimoine historique, culturel et religieux à Al-Qods-est.

- 15.** La Conférence a salué les efforts du Secrétaire général de l'OCI qui ont permis l'adoption à l'unanimité, lors de la 16<sup>ème</sup> session du Conseil des droits de l'Homme, tenue à Genève en mars 2011, de la résolution n° 16/18 relative à la lutte contre le fanatisme, les stéréotypes négatifs, la discrimination, l'incitation à la violence et sa pratique contre les êtres humains pour des raisons en rapport avec leur religion ou leur confession ; elle a salué les réunions tenues par l'OCI sur cette question, en coordination avec les autres parties internationales.

La Conférence a, en outre, salué la création de la Commission permanente des droits de l'homme, estimant qu'elle constitue un plan de base susceptible de contribuer à la préservation des valeurs et principes islamiques et à la promotion de la diversité culturelle et de la tolérance dans le monde islamique.

- 16.** La Conférence s'est félicitée de la coopération entre l'ISESCO et le Forum de la Jeunesse du Monde islamique pour le Dialogue et la Coopération (ICYF-DC) visant à engager les jeunes des Etats membres dans une action éducative conjointe pour la promotion du patrimoine culturel commun et la diffusion des vérités historiques sur le massacre des civils azéris par les forces arméniennes dans la ville de Khojaly. Par ailleurs, la Conférence a inscrit la campagne internationale «Justice pour Khojaly» dans ses priorités pour l'année 2012 à l'échelle des Etats membres, 20 ans après le massacre de Khojaly.

La Conférence a, en outre, salué l'initiative dudit Forum consistant à créer un prix international sous le thème : «10 jeunes qui peuvent changer notre monde», lequel prix

récompensera la réussite des jeunes musulmans et reconnaîtra leur potentiel dans dix domaines d'excellence, dont l'entrepreneuriat, la musique, l'art, l'environnement, le sport et la mode.

**17. Le Directeur général de l'Organisation islamique pour l'Education, les Sciences et la Culture (ISESCO) a présenté son rapport sur la mise en œuvre de la Stratégie culturelle pour le Monde islamique.** Il a indiqué, à cet égard, que l'ISESCO a mis en œuvre, au cours des deux dernières années, 264 activités dans les domaines de la culture et de la communication. Celles-ci ont été axées, principalement, sur la protection du patrimoine culturel islamique, la promotion des politiques culturelles des Etats membres, tout en prenant en compte l'activation du rôle de la société civile dans l'élaboration et la mise à profit de ces politiques, le respect de la diversité culturelle, l'activation du dialogue des cultures et de l'alliance des civilisations, la riposte à l'islamophobie, la préservation des droits culturels de la femme, des jeunes et des enfants, le rapprochement des Madhahib islamiques, l'activation de l'action culturelle islamique à l'extérieur du Monde islamique, le développement du secteur de l'information et de la communication dans les Etats membres et la poursuite du Programme des capitales de la culture islamique, devenu désormais un événement culturel privilégié qui traduit la richesse et la diversité de la scène culturelle et artistique des capitales célébrées. Ces activités ont été réalisées sous forme de conférences, colloques, réunions d'experts, séminaires, sessions de formation et ateliers de travail nationaux, régionaux et sous-régionaux, en plus de l'élaboration d'études et de recherches spécialisées, publication d'un certain nombre de guides et de rapports pertinents et octroi de bourses de l'ISESCO dans le but d'encourager la créativité littéraire et artistique. Le Directeur général a, par ailleurs, passé en revue les champs d'action de la Stratégie, en soulignant les efforts déployés par l'ISESCO dans tous les domaines.

Ainsi, dans le domaine du **dialogue et de la diversité culturelle**, l'ISESCO a poursuivi ses efforts visant à promouvoir le dialogue entre les cultures, les civilisations et les adeptes des religions, à travers l'action soutenue du Directeur général auprès des instances régionales et internationales pertinentes et ses contributions académiques aux fora internationaux spécialisés dans ces questions, ainsi qu'à travers la mise en œuvre de plusieurs activités de terrain orientées essentiellement vers les jeunes, les étudiants, les imams et prédicateurs, les journalistes et les instances de la société civile.

Dans le domaine de **la riposte à l'islamophobie**, les activités mises en œuvre dans l'intervalle entre les sessions de la Conférence, comme indiqué dans le rapport, ont porté sur la correction des informations erronées sur l'islam et les musulmans, en se fondant sur le contenu et les orientations du document de l'ISESCO adopté par la conférence, à savoir le « **Cadre général du Programme pour la riposte aux campagnes de dénigrement médiatique menées contre l'Islam et la civilisation islamique** ». L'ISESCO a, par ailleurs, inscrit à son actif de nouvelles réalisations dans ce domaine, notamment l'élaboration d'un « **Guide sur l'amélioration de l'image de la culture de l'Autre dans**

**les manuels scolaires en Europe et dans le Monde arabo-islamique**», en coopération avec ses partenaires parmi les organisations régionales et internationales, et du **«Plan d'action sur le rôle des universités occidentales dans la correction des stéréotypes sur l'islam et les musulmans dans les sociétés occidentales**». Ce faisant, l'ISESCO a mis à la disposition des enseignants, chercheurs et auteurs des manuels d'histoire des outils de travail concrets pour corriger l'image de l'Autre avec l'objectivité et la rigueur scientifique requises.

Dans le domaine de la **protection du patrimoine culturel et civilisationnel en péril dans le Monde islamique**, l'ISESCO a focalisé son action, dans l'intervalle entre les deux sessions de la Conférence, sur la protection du patrimoine culturel et civilisationnel à Al-Qods Al-Charif, en particulier, et dans les Territoires palestiniens en général. A cet égard, l'ISESCO a tenu la réunion du Comité d'experts archéologiques de l'ISESCO, avec comme mission d'élaborer des rapports juridiques pour dénoncer les tentatives des autorités d'occupation israéliennes visant la judaïsation de la ville d'Al-Qods Al-Charif, de même qu'elle a assuré la traduction et la diffusion desdits rapports à grande échelle. Dans le même sillage, un appel a été lancé à la communauté internationale, notamment l'UNESCO et le Comité du Patrimoine mondial, afin d'intervenir immédiatement pour mettre un terme à ces exactions.

Par ailleurs, l'ISESCO a tenu la 1<sup>ère</sup> réunion du Comité du Patrimoine islamique (siège de l'ISESCO, 15-16 septembre 2010). Cette réunion a été consacrée à l'examen et l'adoption des outils de travail, des attributions, des mécanismes de travail et du règlement intérieur du Comité. La 2<sup>ème</sup> réunion du Comité, qui s'est tenue les 17 et 18 septembre 2011 au Caire, a accompli une réalisation importante en adoptant les critères d'élaboration de la **liste du patrimoine islamique (matériel et immatériel)** et de la **liste du patrimoine islamique en péril**, ainsi que les formulaires d'inscription des sites archéologiques et du patrimoine culturel qui ont été diffusés aux parties compétentes dans les Etats membres de l'Organisation de la Coopération islamique. Au cours de la même réunion, le Comité a également adopté un **«Plan d'action pour le traitement des questions du patrimoine dans le Monde islamique et ses mécanismes d'application**», dans le cadre des points communs qui réunissent les Etats membres et de l'échange de savoir-faire et d'expériences entre ces Etats.

Dans le domaine de la célébration des **capitales de la culture islamique**, trois capitales ont été célébrées au cours de 2010, en l'occurrence **Moroni** (Union des Comores), **Tarim** (République du Yémen) et **Douchanbé** (République du Tadjikistan). Au titre de 2011, ce fut le tour de **Tlemcen** (République Algérienne Démocratique et Populaire), de **Conakry** (République de Guinée) et de **Jakarta** (République d'Indonésie) d'être célébrées capitales de la culture islamique.

**18. La Conférence a adopté le rapport du Directeur général de l'ISESCO sur la mise en œuvre de la Stratégie culturelle pour le Monde islamique**, en tenant compte des observations des membres de la Conférence. Elle a invité l'ISESCO à poursuivre ses efforts pour une meilleure diffusion de la Stratégie culturelle pour le Monde islamique, dans sa version amendée, auprès des parties compétentes dans les Etats membres, des instances de la société civile et des organisations régionales et internationales similaires. La Conférence a également invité l'ISESCO à consacrer davantage d'activités et de programmes, dans le cadre de ses plans d'action, à la mise en œuvre de ladite Stratégie et à la réalisation de ses objectifs pour la promotion et le développement de l'action islamique commune. La Conférence a, en outre, incité les parties compétentes dans les Etats membres à intensifier leurs efforts pour mettre en œuvre le contenu et les orientations de la Stratégie culturelle pour le Monde islamique et en suivre les orientations ; à faire de l'action culturelle une priorité du développement global et à augmenter les dotations publiques et les contributions du secteur privé consacrées au financement des projets culturels relatifs à ladite Stratégie. De plus, la Conférence a adopté les recommandations formulées lors des réunions du Conseil consultatif chargé de la mise en œuvre de la Stratégie culturelle pour le Monde islamique, tenues dans l'intervalle entre les 6<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> sessions de la Conférence. Elle a remercié ledit Conseil pour avoir contribué à la préparation de la 7<sup>ème</sup> session de la Conférence et d'en avoir examiné et enrichi les documents, en l'invitant à poursuivre ses efforts, en coordination avec l'ISESCO. En outre, la Conférence a salué les efforts des Etats membres, dont les villes ont été célébrées en tant que capitales de la culture islamique au titre des années 2010 et 2011, et invité les parties compétentes dans les Etats membres, dont les villes seront célébrées au cours des prochaines années en tant que capitales de la culture islamique, à coordonner leurs activités, à se concerter avec l'ISESCO et à tirer parti de l'expérience des Etats dont les villes ont déjà été célébrées, de manière à promouvoir ce programme culturel civilisationnel au niveau escompté. La Conférence a, par ailleurs, adopté les recommandations formulées lors des 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> réunions du Comité du Patrimoine islamique et remercié ledit Comité pour les efforts qu'il déploie en vue de préserver le patrimoine culturel et civilisationnel islamique en péril dans les Etats membres. Elle l'a également invité à consentir plus d'efforts pour contrecarrer les tentatives récurrentes des autorités d'occupation israéliennes visant à judaïser Al-Qods Al-Charif et à coordonner avec le Comité du Patrimoine mondial pour assurer l'adoption de résolutions visant la cessation immédiate de ces exactions. En outre, la Conférence a exprimé sa profonde joie et sa grande satisfaction quant à l'obtention par l'Etat de Palestine du statut de membre à part entière à l'UNESCO. Elle a considéré cet acquis comme un prélude à l'adhésion complète de l'Etat de Palestine à l'Organisation des Nations Unies et une victoire du droit et de la légalité internationale ainsi qu'un soutien à la protection du patrimoine palestinien et des sanctuaires islamiques et chrétiens d'Al-Qods Al-Charif contre les tentatives de judaïsation entreprises par les autorités

d'occupation israéliennes. Dans le même ordre d'idées, la Conférence a invité les Etats membres de l'Organisation de la Coopération islamique, financièrement capables, ainsi que les grandes puissances comme la Fédération de Russie et la Chine Populaire à la contribution volontaire au budget de l'UNESCO afin de combler le déficit causé par l'interruption des contributions des Etats-Unis d'Amérique et d'autres Etats qui ont pris une position défavorable à cette cause humaine juste.

Dans le même contexte, la Conférence s'est félicitée des mesures prises par le Directeur général pour activer l'action du Comité du Patrimoine islamique ; salué la création de la Liste du patrimoine islamique et invité les parties compétentes dans les Etats membres à proposer leurs sites archéologiques et naturels ainsi que leur patrimoine immatériel pour inscription sur ladite Liste, conformément aux mécanismes et conditions adoptés par le Comité du Patrimoine islamique. Elle a également salué les programmes et activités mis en œuvre par l'ISESCO pour faire face aux sentiments de haine, de racisme, de fanatisme, de violence et d'extrémisme, diffuser la culture de justice et de paix et promouvoir le respect de la diversité culturelle à l'intérieur et à l'extérieur des Etats membres. Elle s'est félicitée des efforts consentis par le Directeur général pour corriger les idées erronées sur l'Islam, en l'invitant à poursuivre ses efforts pour faire face aux stéréotypes colportés sur les cultures, les civilisations et les religions.

**19. La Conférence a adopté le rapport du Directeur général sur les efforts de l'ISESCO dans la mise en œuvre de la Stratégie de l'Action culturelle islamique à l'extérieur du Monde islamique**, en prenant en considération les observations des membres de la Conférence. Elle a salué les efforts de l'ISESCO dans le domaine de l'action culturelle islamique destinée aux Musulmans à l'extérieur du Monde islamique, notamment à travers la tenue, dans son siège permanent, du 1<sup>er</sup> Forum des présidents des associations et centres culturels islamiques à l'extérieur du Monde islamique et l'activation des missions du Conseil supérieur pour l'Education, les Sciences et la Culture pour les Musulmans à l'extérieur du Monde islamique, et invité l'Organisation à poursuivre ses efforts dans ce domaine. Elle s'est félicitée du niveau des activités éducatives, culturelles et médiatiques mises en œuvre par l'ISESCO au profit des Musulmans à l'extérieur du Monde islamique, notamment dans les domaines de la correction des informations erronées sur l'Islam et les Musulmans, la lutte contre l'islamophobie, l'activation du dialogue entre les cultures, les civilisations et les adeptes des religions ainsi que la promotion de la langue arabe et de l'éducation islamique. Elle a également appelé l'ISESCO à poursuivre ses efforts et intensifier ses contacts avec les associations et centres culturels islamiques en Europe, en Asie, en Afrique et en Amérique latine, à travers le Conseil supérieur pour l'Education, les Sciences et la Culture pour les Musulmans à l'extérieur du Monde islamique, en vue d'activer le plan de mise en œuvre de la Stratégie de l'Action culturelle islamique à l'extérieur du Monde islamique. Elle s'est, par ailleurs, félicitée du Programme de l'ISESCO pour la formation des imams chargés d'encadrer les communautés musulmanes

établies à l'extérieur du Monde islamique dans le domaine de la diffusion des valeurs de dialogue, de juste-milieu et de modération et invité l'Organisation à poursuivre la tenue de sessions de formation et de colloques abondant dans ce sens. La Conférence a salué la démarche suivie par l'ISESCO, consistant à renforcer la coopération et la coordination avec les autorités gouvernementales des pays européens, asiatiques et latino-américains en les mettant à contribution dans les activités dédiées aux communautés musulmanes établies dans ces pays.

**20. Par la suite, la Conférence a adopté le rapport du Directeur général sur les efforts de l'ISESCO dans le suivi de la mise en œuvre de la Stratégie de développement des TIC dans le Monde islamique,** en prenant en considération les observations des membres de la Conférence. Elle s'est félicitée du niveau des activités que l'ISESCO a mises en œuvre, dans l'intervalle entre les 6<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> sessions de la Conférence, en matière de TIC à l'intérieur et à l'extérieur du Monde islamique. Elle a salué le fait que l'Organisation consacre une importante partie de ces activités au développement des secteurs de l'éducation, des sciences et de la culture, ainsi qu'à la formation des ressources humaines spécialisées en la matière, dans le cadre de l'activation de la Stratégie de développement des TIC dans le Monde islamique et la réalisation de ses objectifs. En outre, la Conférence a appelé l'ISESCO à accorder davantage d'intérêt aux activités destinées à renforcer le lien entre l'éthique des TIC et les principes et valeurs des droits de l'homme et à trouver les moyens les plus efficaces pour développer les aspects culturels et éthiques des TIC dans le Monde islamique. Elle a invité les parties compétentes dans les Etats membres à accorder davantage d'intérêt au contenu numérique dans le cadre de leurs politiques nationales relatives au développement des TIC et à encourager le partenariat avec les bibliothèques nationales et publiques en vue de développer leurs mécanismes de travail et utiliser les TIC pour faciliter le transfert numérique du savoir à leurs usagers. Elle a, en outre, incité les parties compétentes dans les Etats membres à poursuivre leurs efforts pour la démocratisation de la communication, à encourager l'accès à l'information et son utilisation dans le respect du droit et des constantes culturelles, religieuses et éthiques, tout en poursuivant l'activation des mécanismes institutionnels qui favorisent l'ouverture médiatique dans le Monde islamique.

**21. La Conférence a adopté le projet de document relatif à l'Initiative du Serviteur des Deux Saintes Mosquées relative au dialogue entre les adeptes des religions et des cultures, en en saluant les résultats et les réalisations.** Elle a appelé les parties compétentes dans les Etats membres ainsi que les organisations régionales et internationales spécialisées, l'ISESCO en tête, à intensifier leurs efforts pour activer les propositions constructives et les mécanismes de mise en œuvre de l'Initiative du Serviteur des Deux Saintes Mosquées, afin d'en atteindre les nobles objectifs. Elle a souligné la nécessité de coordonner efficacement les efforts visant à mener à bien les projets de dialogue des

religions et des cultures et de favoriser la complémentarité entre l'Initiative du Serviteur des Deux Saintes Mosquées et les autres initiatives similaires, conformément au cadre méthodologique et aux mesures pratiques définis dans ledit document. La Conférence a, par ailleurs, invité le ministère saoudien de la culture et de l'information à soumettre ce document aux parties compétentes dans ce pays pour l'adopter, le diffuser et en activer les propositions, tout en le considérant comme une feuille de route pour la réalisation des nobles fins de l'Initiative. Elle a, en outre, exprimé son appui à l'Initiative relative à la création du Centre mondial Roi Abdullah Bin Abdulaziz pour le dialogue entre les adeptes des religions et des cultures et appelé ledit Centre à se baser sur les recommandations de ce document dans l'accomplissement de ses missions en vue d'activer l'Initiative du Serviteur des Deux Saintes Mosquées. Par ailleurs, la Conférence a invité l'ISESCO à mettre en place un Plan d'action détaillé pour la mise en œuvre des recommandations dudit document et la réalisation des objectifs de l'Initiative du Serviteur des Deux Saintes Mosquées et à mettre à contribution les organisations internationales, les organismes de la société civile et les institutions et centres intellectuels et scientifiques opérant dans ce domaine à soutenir ces efforts pour réaliser la paix mondiale et consacrer les valeurs humaines communes. De plus, elle a invité le Directeur général à élaborer un rapport sur les efforts consentis pour mettre en œuvre les recommandations dudit document et sur la valeur ajoutée de ces efforts dans l'activation de l'Initiative du Serviteur des Deux Saintes Mosquées et l'a invité enfin à présenter ce rapport à la 8<sup>ème</sup> session de la Conférence islamique des Ministres de la Culture.

**22. La Conférence a adopté le projet de document relatif aux rôles culturels de la société civile pour la promotion du dialogue et de la paix**, en tenant compte des observations des membres de la Conférence. Elle a souligné l'importance des rôles de la société civile dans la préservation de la cohésion sociale, la promotion des valeurs de justice, de paix et de citoyenneté et l'établissement de fortes relations de coopération et de partenariat entre les institutions gouvernementales et civiles. Elle a invité les parties compétentes dans les Etats membres et les organisations de la société civile à coordonner leurs efforts pour activer les rôles culturels de la société civile tels qu'énoncés dans ledit document ; à élaborer les législations y afférentes et à mettre en œuvre des programmes et des projets en la matière en vue de promouvoir le dialogue et la paix. La Conférence a, par ailleurs, appelé l'ISESCO à organiser un Forum des instances de la société civile dans le Monde islamique en vue d'examiner les moyens nécessaires permettant à ces instances de jouer pleinement leurs rôles culturels dans la promotion du dialogue et de la paix, et invité l'Organisation à présenter les résultats dudit Forum aux prochaines sessions du Conseil consultatif chargé de la mise en œuvre de la Stratégie culturelle pour le Monde islamique et aux prochaines sessions de la Conférence islamique des Ministres de la Culture. Ensuite, la Conférence a invité le Directeur général à renforcer la coopération avec les organisations internationales et régionales en vue de mettre en œuvre des programmes et



activités communs et activer les rôles culturels des instances de la société civile opérant dans les domaines de la jeunesse, de la femme et de l'enfance. La Conférence a, en outre, remercié le Directeur général pour avoir invité les représentants de la société civile à ouvrir un dialogue avec les ministres de la culture afin de débattre de sujets qui les intéressent devant la conférence et poursuivre cette bonne initiative lors des prochaines sessions.

**23. La Conférence a adopté le projet d'étude relative aux entreprises culturelles dans les Etats membres**, en tenant compte des observations des membres de la Conférence. Elle a souligné l'importance d'encourager la création d'entreprises culturelles dans les Etats membres pour promouvoir la création artistique et culturelle, promouvoir la diversité culturelle et exploiter le patrimoine culturel pour mettre en exergue les spécificités de la civilisation islamique et tirer parti de ses potentialités économiques afin de contribuer au développement global. Elle a invité les parties compétentes, dans les Etats membres ainsi que le secteur privé à apporter aux jeunes entrepreneurs le soutien nécessaire leur permettant de créer des entreprises culturelles capables de promouvoir, dans tous ses aspects, la création culturelle et artistique en se basant sur la richesse du patrimoine culturel de la Oumma et en répondant aux critères relatifs à la gestion des entreprises, en vue de garantir leur durabilité et leur compétitivité. Elle a invité l'ISESCO à mettre en place un programme global pour la formation des cadres opérant dans le domaine culturel, et à œuvrer à promouvoir la coopération avec les Etats membres et les organisations régionales et internationales spécialisées en vue d'encourager la création de centres de formation régionaux spécialisés dans les industries créatives.

**24. La Conférence a adopté le projet de Coursus de formation des journalistes et des professionnels des médias pour la correction des stéréotypes sur l'Islam et les Musulmans dans les médias occidentaux**, en tenant compte des observations des membres de la Conférence, notamment l'intégration de l'information électronique dans les cursus scolaires et l'intérêt pour les réseaux sociaux de communication. Elle a invité les parties compétentes dans les Etats membres à adopter ledit Coursus et à s'en inspirer dans les programmes des instituts et écoles de formation des journalistes et des professionnels des médias ainsi que les facultés des sciences de l'information, en vue de renforcer les capacités professionnelles des étudiants pour corriger les informations erronées sur l'Islam et les Musulmans. La Conférence a également invité l'ISESCO à poursuivre l'intérêt accordé à la formation des journalistes et des professionnels de l'information à l'intérieur et à l'extérieur du Monde islamique en vue d'acquérir les techniques leur permettant de corriger les stéréotypes sur l'Islam et les Musulmans et de faire face à l'islamophobie en se basant sur le Coursus adopté, et appelé l'Organisation à renforcer la coopération et le partenariat avec les instituts occidentaux de formation des journalistes et des professionnels des médias.

25. La Conférence a décidé de tenir sa prochaine session durant la 1<sup>ère</sup> moitié de décembre 2013 à Al-Madinah Al-Mounawarah à l'occasion de la célébration de cette ville capitale de la culture islamique pour l'année 2013.
26. A la séance de clôture, les membres de la Conférence ont exprimé leurs remerciements au Président de la République Algérienne Démocratique et Populaire ainsi qu'à son gouvernement et à son peuple pour l'accueil chaleureux, l'hospitalité et la sollicitude dont ils ont été entourés ainsi que pour l'assistance et les facilités fournies par le ministère de la culture en Algérie afin de garantir toutes les conditions de réussite de la Conférence. Par ailleurs, la Conférence a adressé un message de remerciements et de gratitude à S.E. M. Abdelaziz Bouteflika, Président de la République Algérienne Démocratique et Populaire.
27. Pour sa part, S.E. Dr Abdulaziz Othman Altwaijri, Directeur général de l'ISESCO, a prononcé un discours dans lequel il s'est félicité de la bienveillante sollicitude dont S.E. M. Abdelaziz Bouteflika, Président de la République Algérienne Démocratique et Populaire, a entouré la Conférence, de même qu'il a exprimé ses vifs remerciements et sa profonde gratitude à S.E. M<sup>me</sup> Khalida Toumi, Ministre algérienne de la Culture, pour les efforts qu'ils ont consentis en vue de préparer la tenue de la Conférence et d'assurer les meilleures conditions pour mener à bien ses travaux. A son tour, le Directeur général de l'ISESCO a remercié les délégations participantes et exprimé sa satisfaction quant aux résolutions importantes issues de la Conférence.

La conférence a clôturé ses travaux par une allocution de S.E. M<sup>me</sup> Khalida Toumi, ministre de la culture dans le gouvernement de la République Algérienne Démocratique et Populaire, dans laquelle elle a affirmé que c'était un honneur pour la République Algérienne Démocratique et Populaire d'accueillir cette conférence. La ministre, qui a remercié, au nom de son pays, le Directeur général de l'ISESCO et les participants pour leur contribution remarquable à la conférence, a réitéré la pleine disposition de son pays à continuer de coopérer avec l'ISESCO dans le but de promouvoir l'action islamique commune dans les domaines de compétence de la conférence.

Au terme de la séance de clôture, lecture a été donnée du message de remerciement et de gratitude adressé par la Conférence à S.E.M. Abdelaziz Bouteflika, Président de la République Algérienne Démocratique et Populaire.